

NKM : « Aubry propose une avalanche de nouvelles taxes »

UMP La secrétaire d'État à l'Économie numérique a animé le débat interne au parti majoritaire sur la réforme des retraites.

Quelles sont les idées de l'UMP pour réformer les retraites ?

Nous sommes encore dans une phase d'écoute. Nous aurons rencontré l'ensemble des syndicats d'ici à mardi. En parallèle, avec les parlementaires, nous allons au devant des militants pour partager le constat avant de débattre du projet. Nos propositions seront présentées mardi, lors de notre convention sur les retraites.

Quel constat voulez-vous partager ?

Que le déséquilibre des retraites est structurellement démographique. Il faut y répondre par des mesures appropriées qui ne peuvent pas exclure l'allongement de la durée d'activité. Ce constat n'est pas partagé aujourd'hui à entendre les déclarations de Martine Aubry

Que retenez-vous des débats locaux ?

Nos militants et nos adhérents savent qu'il faudra faire des efforts. En échange, ils demandent la vérité et la justice. Deux questions reviennent : Quel est l'horizon de la réforme ? Comment garantir l'équité entre public et privé ? On parle aussi de la pénibilité. Mais personne ne veut la création de nouveaux régimes spéciaux par ce biais !

Martine Aubry plaide pour une taxe sur les banques et les grandes entreprises. Qu'en pensez-vous ?

Dans le document d'orientation transmis aux syndicats, Éric Woerth fait déjà des propositions. Il dit quelles portes sont fermées, lesquelles sont ouvertes et lesquelles méritent un débat. Pour le gouvernement, l'essentiel de la réforme doit porter sur l'allongement de la durée du travail. Il faut refuser tous les systèmes qui seraient organisés uniquement autour de nouvelles ressources. La contribution exceptionnelle sera un complément de financement, pas le cœur du sujet. Martine Aubry ne propose aucune mesure structurelle. Elle prétend répondre à un problème démographique par un simple plan de financement, par ailleurs insincère. Une avalanche de nouvelles taxes à classer en 3 catégories : celles qui attaquent le pouvoir d'achat des classes moyennes, celles qui détruisent de l'emploi et celles qui, fondées sur des calculs faux ou des prévisions fantaisistes, ne rapportent pas ce qui est annoncé.

Avec la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus, vous remettez en cause de facto le bouclier fiscal...

Il y a un principe : en France, on ne donne pas plus de la moitié de son revenu au fisc. Nous ne reviendrons pas sur le bouclier fiscal. La réforme des retraites nous amène à envisager une contribution exceptionnelle au nom de la cohésion nationale et de l'équité. Personne ne comprendrait qu'une telle contribution exceptionnelle ne concerne pas les bénéficiaires du bouclier.

Propos recueillis par **Jean-Baptiste GARAT** et **Anne ROVAN**